

Clément Millon

Chargé de conférences à l'ICES



L'ANCRAGE ÉTATIQUE DU PARTICULARISME CATALAN DANS L'HISTOIRE RÉCENTE DE L'ESPAGNE

Café para todos
(« café pour Tous »)
Jordy Pujol

L'opportunisme des partis catalans dans la période contemporaine a essentiellement consisté à alterner revendications de réformes, logique particulariste avec revendication d'autonomie politique ou plus radicalement d'indépendance en fonction de la capacité de l'État espagnol à gérer l'intensité des déstabilisations induites par ces mouvements. Pour l'analyser, le choix méthodologique de l'article se fonde sur l'étude des partis politiques de Catalogne depuis les débuts du XX^e siècle à aujourd'hui en insistant sur la culture régionaliste, indépendantiste ou fédéraliste qui les divisent. Trois périodes se distinguent dans l'évolution de l'influence, les partis catalans du début du XX^e siècle à 1939, puis leur clandestinité de 1939 à 1978 et enfin de la transition démocratique jusqu'aux derniers développements induits par le coup de force que constitue le référendum jugé inconstitutionnel par Madrid.

The opportunism of the Catalan parties in the contemporary period has essentially consisted of alternating demands for reform, particularist logic with demands for political autonomy or, more radically, independence, depending on the capacity of the Spanish state to manage the intensity of the destabilization caused by these movements. To analyze this, the methodological choice of the article is based on the study of political parties in Catalonia from the beginning of the 20th century to the present day, focusing on the regionalist, independentist or federalist culture that divides them. Three periods stand out in the evolution of influence, the Catalan parties from the beginning of the twentieth century to 1939, then their clandestine status from 1939 to 1978 and finally from the democratic transition to the latest developments induced by the coup de force that constituted the referendum deemed unconstitutional by Madrid.

C'EST PAR CETTE EXPRESSION QUE JORDY PUJOL ancien président de la généralité de Catalogne désignait la Constitution espagnole de 1978. En effet, elle accorde un statut favorable au Pays basque ou encore au la Galice dès 1978 et à la Catalogne. Mais les autres ont dû attendre et ont mis en place des statuts entre 1996 et 2000.

Ainsi, Jordi Pujol, qui originellement n'est pas indépendantiste, s'appuie sur le fait que la Catalogne a une langue, une spécificité commune, pour réclamer davantage que la reconnaissance de ces spécificités régionales. Sa position illustre l'opportunité avec lequel les hommes politiques et les partis de Catalogne profitent de la relation avec l'Espagne. Si l'État espagnol est faible, il offre une fenêtre à des revendications de réformes qui sont parfois nécessaires, alors un ou plusieurs partis s'immiscent dans la brèche ouverte, pour pousser la logique particulariste. Le particularisme est la simple tendance d'un groupe social ou d'une communauté à conserver ses usages particuliers en s'opposant à la communauté plus large dont il fait partie. Naturelle pour maintenir ses spécificités, cette attitude n'implique pas de revendication d'autonomie politique à fin d'obtenir une indépendance. Elle se manifeste par un régionalisme qui, culturel, s'applique à maintenir des spécificités dans le cadre d'un état unitaire. Si ce dernier est faible, il est accusé d'œuvrer à la disparition des caractères propres au groupe visé, ce qui peut se dérouler par la tendance unitaire de l'entité étatique devenu plus qu'un sphère politique, une entité sociale et culturelle, unie par un vécu historique. Si l'État central cesse de jouer ce rôle moteur, la voie est laissée à des revendications plus grandes qui tendent à la logique centrifuge.

Notre étude porte sur les partis politiques de Catalogne depuis les débuts du *xx^e* siècle à nos jours. Seuls les partis les plus importants sont décrits. À défaut de pouvoir être exhaustif, nous évoquons les partis existants en Catalogne, surtout lorsqu'ils n'existent pas dans le reste du pays. Ainsi, il s'agit de se pencher, non pas sur les partis catalanistes, mais sur les partis en Catalogne qui répondent à cette logique.

Par ailleurs, plusieurs raisons guident ce choix. Tout d'abord, il y a une difficulté à définir ce qui est un parti catalaniste dans ses objectifs, ses buts et son origine. Certains revendiquent plus d'autonomie, certains mettent en avant l'identité catalane comme étant supérieure à tout autre rattachement. Ce sont les indépendantistes. D'autres veulent la défense de l'identité catalane dans le meilleur ensemble celui qui assurera le plus leurs intérêts. Ce sont les fédéralistes ou partisans de l'autonomie. Enfin, certains veulent que soit prise en compte l'identité catalane comme élément d'appartenance à l'Espagne. Ce sont les régionalistes.

En outre, les différents mouvements dont nous évoquons l'existence connaissent les deux ou trois franges de ces courants et même naviguent entre plusieurs positionnements.

Enfin, le particularisme comme je l'appelle, est assez opportuniste. Il y a bien des façons de le désigner mais en l'espèce, l'indépendantisme n'est pas dans l'ADN du mouvement catalan, selon l'expression de Stéphane Michonneau enseignant à

l'université de Lille trois et spécialiste de l'Espagne. On peut même soutenir qu'il n'y a pas de mouvement indépendantiste à proprement parler au tout début du xx^e siècle, ou alors très marginal.

Notre période débute en effet au début de ce siècle mais déjà dans l'introduction nous devons rappeler combien le catalanisme en tant que mouvement culturel rappelant l'identité catalane, se développe à la fin du 19^e. Il s'agit alors de mettre à l'honneur la langue et des éléments de culture propre au petit pays comme il en existe tant d'autres. D'ailleurs, ce mouvement suit la logique d'émergence des nations symbolisées par le printemps des peuples en 1848. Mais comme le souligne Guy Hermet, l'émergence ne se limite pas à cette date. Ce qu'il appelle la « fièvre des nationalités », commence dès 1815, car se trouve emprisonnée dans l'Europe des États et Empires de Metternich qui a subi la contagion nationale inoculée par les troupes françaises révolutionnaires puis napoléoniennes. Cependant, c'est souvent à la fin du xix^e siècle que des éléments de culture de langue, sont rassemblés comme le montre, en France, l'exemple du Bagzar Breizh de Bretagne. Pour la Catalogne la question est similaire, souligne Jean-Claude Caron, dans son ouvrage *Des Nations au nationalisme (1815-1914)*. Par exemple, on y redécouvre l'environnement naturel dans des clubs d'alpinisme ; c'est ce que l'on appelle le mouvement « naturophile ». On peut citer la chanson des faucheurs qui devient à la fin du xix^e siècle un hymne local.

Mais Le premier mouvement date bien du début du xx^e siècle il s'agit de la Ligue régionaliste fondée en 1901 comme mouvement conservateur et monarchiste d'inspiration démocrate-chrétienne. La Lliga s'appuie sur le succès des candidatures de Torrès ou Domenech aux élections de 1901. Elle est formée de la réunion de deux structures qui fusionnent l'union régionaliste et le centre national catalan. Ce mouvement domine la vie politique catalane jusqu'à l'avènement de la république en 1931. Cependant, il est difficile d'en faire un mouvement indépendantiste, car son but n'est pas l'indépendance et il est traversé de courants contradictoires qui s'entrecroisent. Il en est de même dans toute la période. C'est pourquoi nous verrons les mouvements en Catalogne depuis le début du xx^e siècle jusque la fin du de la guerre d'Espagne, puis nous verrons la période de 1939 à 1978 soit la fin du franquisme. Et nous verrons enfin la période de 1978 à nos jours.

Les partis du début du xx^e siècle à 1939

Dans la première période la ligue réclame surtout, à travers son chef, Prat, la création d'une entité fusionnant les quatre députations provinciales catalanes en une

seule députation régionale. En effet, dans cette région, la solidarité catalane, c'est-à-dire la coalition régionaliste dont fait partie la Lliga, obtient la majorité. Ainsi le projet est soumis au gouvernement en 1912 qui le présente comme projet de loi devant les Cortés, l'assemblée espagnole. Après des négociations, le projet est adopté et une communauté de Catalogne est formée en 1914. Il est prévu que les autres provinces s'associent de la même façon mais seule la Catalogne profitera du texte.

En 1920, la Lliga ne domine plus la vie politique catalane qui commence à compter davantage de partis de gauche. Les questions sociales prennent le pas sur les autres, mais la réaction de faiblesse de l'État espagnol, cédant à un particularisme dont la prégnance dans la province catalane n'est pas évidente, n'a pas pour autant tué dans l'œuf les réactions particularistes qui dérivent en indépendantisme. Par la suite la Catalogne s'oppose à la dictature de Miguel Primo de Rivera, qui se développe de 1923 à 1930. Unitariste, celui-ci supprime l'autonomie accordée à la province. Aussi, en 1931 la république catalane est proclamée avant la république espagnole. Elle n'est conçue que comme une partie d'un tout espagnol mais fait valoir son particularisme. C'est cette même année qu'est fondé le mouvement principal portant les valeurs catalanes largement de gauche désormais : L'Esquerra ou la gauche républicaine catalane est fondée en 1931. Ce Mouvement remporte les élections municipales la même année. La proclamation de la république dans les grandes villes provoque la fuite du roi Alphonse XIII. La faiblesse du pouvoir tandis que le gouvernement régional autonome est organisé est manifeste. En l'absence de réaction forte de l'État espagnol, la généralité de Catalogne se charge d'abord d'élaborer un statut d'autonomie qui doit être approuvée par les Catalans puis par le gouvernement central. Le statut est adopté en 1932. L'ERC a remporté la quasi-totalité des élections durant la période de 1931 à 1939 c'est le parti central de la vie politique catalane, qui donne son identité de gauche au mouvement catalan. Il y a pourtant d'autres tendances, y compris d'extrême-droite dans ce courant.

Les succès des velléités locales et la faiblesse de l'État espagnol donne des ailes : la République catalane est proclamée le 6 avril 1934. Mais c'est un échec et la généralité est suspendue, Companys arrêté. L'ERC s'apparente naturellement, comme étant de gauche, au Front populaire qui proclame sa victoire en 1936. En réalité, la vigueur de l'action du nouveau gouvernement espagnol renforce paradoxalement le lien de la Catalogne avec l'Espagne, alors que ce camp n'est pas unitariste ou pour la conservation de l'Espagne comme État-nation. Ce caractère somme toute autoritaire provoque des troubles, puis la réaction du camp adverse. De février à juin 1936, la Catalogne est touchée par des grèves, des manifestations, des attentats mais

aussi des incendies d'églises et mises en cause de responsables locaux. L'économie est paralysée, alors que les assassinats politiques se multiplient. C'est dans ce contexte que le 17 juillet 1936 le généralissime Francisco Franco lance un appel : « l'armée a décidé de rétablir l'ordre en Espagne ». C'est un coup d'état et le début de la guerre civile qui ne s'achèvera qu'en mars 1939 à Barcelone. La Catalogne y joue un rôle fondamental puisque le dès la fin de 1937, le gouvernement espagnol républicain s'y installe. Loin de renforcer l'indépendance catalane, cette situation fait de la Catalogne le centre de l'Espagne. Dans ce contexte on peut d'ailleurs noter que l'autonomie catalane est menacée. Le NKVD assassine par exemple Andreu Nin ministre de la justice et fondateur du POUM et de sa branche catalane. Les communistes refusent le particularisme catalan, mais aussi le gouvernement du Frente Popular, finalement jacobin, qui ne laisse pas de liberté linguistique par exemple. Mais l'autonomie, voire l'indépendance existe de fait en raison de la faiblesse du pouvoir central (Madrid tombe) et de la campagne.

De son côté l'Espagne franquiste est unitaire refuse toute autonomie aux régions. Franco abolit les généralités et ces temps-ci couvre que s'ouvre la seconde période.

1939 à 1978 : Des partis clandestins

Toute autonomie linguistique culturelle ou politique est abolie. Mais tous les mouvements ne disparaissent pas. S'il n'y a qu'un parti unique avec diverses tendances, les groupements culturels fleurissent et participent d'une intense activité locale, religieuse, sportive. La langue ne disparaît pas de la sphère privée, mais n'a pas cours dans les institutions administratives ou universitaires. C'est à ce prix, l'unité, que la langue espagnole a pu rayonner sur la majeure partie des Amériques.

Le particularisme n'est pas mort, mais s'exprime comme revendication de la spécificité régionale. Au contraire, les mouvements veulent marquer leur spécificité par rapport aux structures nationales. L'ERC survit en France, passant la frontière et de façon clandestine dans le pays. Il est sabré dans sa direction. Luis Companys, président de la généralité sera livré par la Gestapo avec la complicité de la France et exécuté en 1940. On peut ajouter à cette description que le Front national catalan développé comme parti politique en 1946 et qui est communiste, parvient à se détacher de l'influence du parti communiste espagnol d'alors. En 1968 une scission locale est opérée pour accoucher du PSC parti socialiste catalan, proche du PSOE unitaire. Enfin, le parti social et de libération nationale PSAN est créé. Plutôt communiste et indépendantiste, il porte comme symboles le drapeau avec la faucille

et le marteau sur fond rouge. Le parti est clandestin pendant la période franquiste mais essaime en France à partir de 1971

Dans ce contexte, la vie politique n'est pas animée que par des partis politiques, mais par des mouvements sociaux. En 1957, des manifestations autonomistes sont organisées en Catalogne, mais réprimées. Finalement le régime s'assouplit et dans les années 60, l'excursionisme dont nous avons déjà parlé pour la fin du XIX^e reprend des couleurs pour Michonneau. La Mancommunauté survit par ses réalisations et recherches scientifiques, linguistiques, alors que la langue catalane est interdite. En 1971 est fondée de façon non officielle, bien sûr, une assemblée de Catalogne comptant 300 membres qui ne sera reconnue qu'en 1977. Le mouvement est largement aidé depuis la France ou d'autres mouvements autonomistes comme le mouvement basque et les catalans installés en France.

On peut noter par ailleurs une certaine démocratisation dans les scrutins locaux un problème se pose déjà avec l'absence de simultanéité entre les scrutins locaux et nationaux. Il est évident que la simultanéité enlèverait aux mouvements locaux une part de leur crédibilité.

La libéralisation ne marque pas la fin des revendications, satisfaites par les mesures prises. Elle se traduit par une radicalisation des revendications et des modes d'action, frustrées de ne pas pouvoir briguer le pouvoir. Dans ces années-là, plusieurs mouvements, secrets en 1978, c'est-à-dire à la fin du pouvoir franquiste, émergent. Une organisation terroriste sévit jusque 1985 « action directe » catalane appelée « terra liure » et qui est à l'origine de plus de 200 attentats. Le mouvement abandonne sa lutte armée seulement en 1991. Pourtant, la démocratisation est passée par-là

De la transition démocratique à aujourd'hui

La transition est en effet plus pacifique que l'on ne pouvait le craindre. Le successeur désigné de Franco, Luis Carrero Blanco, est assassiné en 1973 par l'ETA. Franco meurt sans héritier capable de reprendre sa tâche, en 1975. Juan Carlos mène la transition. La constitution de 1978 reconnaît les régions et l'autonomie de la région catalane. La généralité est établie en 1979. C'est alors qu'est créé le mouvement CiU convergence et union, de centre-droit et trait d'union, ou force centrale de la vie politique. Le parti compte une branche indépendantiste et une branche favorable au compromis tant pour l'autonomie que pour le régionalisme. Unitaire et ne remettant pas en cause l'unité de l'Espagne qui est affirmée comme élément de la démocratisation, il triomphe dans les années qui suivent. On peut donner

quelques chiffres : Après 1978 CiU domine obtient 72 sièges en 1984 à lui seul, contre 49 PSC et six à la gauche républicaine en 1988 c'est 69 sièges contre 42 et 6. En 1992 : 70 40 11 le score du PSC comprend également le parti socialiste unifié de Catalogne et contre l'indépendance dans ces conditions le rôle violent et majeur.

Le parti de Jordi Pujol domine la vie politique catalane. Mais il s'agit comme son nom l'indique une coalition entre deux tendances qui ne s'accordent pas sur le plan politique ou encore sur les destinées de la Catalogne. La première composante rappelle la ligue régionaliste du début du siècle car elle est plutôt chrétienne-démocrate d'inspiration même si ce type de référence est très lointain. On peut classer ce camp au centre-droit. Il s'agit de l'union démocratique de Catalogne UDC parti fondé en 1931 et qui est affilié au parti populaire européen.

L'alliance compte en outre le CDC, soit convergence démocratique de Catalogne qui est un parti, lui aussi centriste, mais plus marqué par la social-démocratie. Il est fédéraliste et humaniste. Il rassemble également des libéraux. À la suite de Jordi Pujol, mouillé dans des affaires de corruption qui pèsent sur l'ensemble du camp favorable à davantage d'autonomie, Arthur Mas reprend aux élections de 2003 la tête de la fédération CIU, mais il échoue à la maintenir au pouvoir. Il reprend cependant les rênes de la généralité en 2010.

Le camp particulariste est affaibli. Madrid a repris la main politiquement. C'est en partie ce qui explique les échecs de 2010 et 2012. Le problème pour la CiU est qu'elle est désormais tenue par des alliés qui sont plus indépendantistes qu'elle. Le successeur de Mas est confronté à la même problématique. Carles Puigdemont, connu par les élections de 2015 et son rôle à la tête de la généralité, a été membre de la CiU. Il arrache la mairie de Gérone aux socialistes en 2011. Il est à l'origine au CDC convergence démocratique de Catalogne

Quelles forces le tiennent en mains ? Ce sont des partis minoritaires. Il y a des nationalismes périphériques historiques selon l'expression de Alicia Fernandez Garcia et Matthieu Petithomme (CiU) et des nationalismes hétérodoxes et indépendantistes ERC et peut-être plus CUP. Ils pèsent sur l'exécutif de Catalogne dirigé par Puigdemont dans le sens d'une demande de consultation en de proclamer l'indépendance après 2015.

Que s'est-il passé alors ? Une coalition Ensemble pour le OUI regroupe CDC et Démocrates de Catalogne : similaires à CiU : 62 sièges mais avec l'ERC ! Comme Artur Mas, elle semble avertir Madrid : Si vous ne dites pas oui à nos revendications

autonomistes ; c'est l'indépendantisme qui gagnera ! Le bras de fer politique est engagé et il ne peut être gagné que par celui qui ne lâchera pas la prise.

Cette réalité est d'autant plus importante que le nombre de sièges obtenus est plus important que le poids en nombre de voix cela est dû à une répartition inégale des sièges par rapport à la population. Cela avantage les campagnes. Le particularisme, qui risque d'être écrasé par le poids d'une histoire qui le place en marge, joue son va-tout. Le poids de l'immigration venue d'autres pays ainsi que la réduction du pourcentage des Catalans d'origine risque de le rendre structurellement minoritaire. Aussi, il parie sur une évolution rapide, qu'il tente de provoquer, tandis que l'État espagnol peut jouer la montre.

C'est ainsi que l'on peut expliquer le coup de force que constitue le référendum jugé inconstitutionnel par Madrid qui est organisé en Catalogne et les autres coups d'éclat. Fondamentalement, les particularistes testent la capacité de résistance de l'État espagnol, pariant sur une faiblesse qui l'a déjà fait céder partiellement aux revendications des régionalistes et autonomistes. Il ne reste plus à revendiquer qu'une indépendance qui n'est que la dernière étape, qui doit se dérouler sans même que les habitants ne s'en aperçoivent. Tel est le discours développé par les particularistes qui, se présentant comme faisant l'unité des régionalistes, autonomistes et de quelques agités indépendantistes, n'affichent pas d'objectif séparatiste. C'est le cas en Flandre belge, du côté de la NVA, en Ecosse du point de vue du SNP, en Corse, pour l'alliance Pe a Corsica, par exemple.

Mais une constante se dégage. Au fond, l'évolution du nationalisme catalan ne doit pas feindre d'étonner. Il correspond au projet d'Enric Prat de la Riba (fondateur de la Lliga Regionalista).

Ce dernier distingue trois périodes :

- Phase régionaliste (avec restauration de la langue et politique culturelle)
- Phase nationaliste (avec auto-gouvernement)
- Phase impérialiste (pour laquelle Pierre Vilar voit le signe de l'importance des industriels de Catalogne)

Le mouvement catalan ne s'appuie pas seulement sur un nationalisme d'existence ou de défense, selon les catégories établies par René Girault dans son traité intitulé *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes, 1871-1914*, mais aussi sur un nationalisme de puissance. Le particularisme ne peut que dériver vers une forme croissante de revendication.

Ainsi, quelle que soit l'appellation de ce mouvement, il répond à une même logique. Le Régionalisme (voir Geoffroy Pion et Michel Van Hamme et P-L Seiler), Ethno-régionalisme (De Winter et Türsan), Nationalisme périphérique (Vandermotten), Autonomisme (P-L Seiler), Nationalisme régional (Béatrice Giblin- Delvallet), Post-nationalisme (A. Dieckhoff), Ethno-nationalisme (A. Foster, États-Unis), Nationalisme de contestation (Belgique ou Québec pour Christophe Traisnel Canada), Sous-nationalisme (A-L Sanguin), Autochtonie (J-F Bayart), Mouvement identitaire (F. Thual) est un genre du mouvement national. Ce sont des nationalismes, mais qui ne s'appuient pas sur des nations établies sur des états. Comme l'écrit A. Dieckhoff, ce sont des « nations sans états » et dont l'affirmation politique est souvent assez nouvelle. Ces nationalismes peuvent être de droite, de gauche, conservateur ou révolutionnaire, etc. Ils restent des affirmations identitaires qui viennent combler un vide que la faiblesse de l'État-nation dans lesquels ils se meuvent permet d'encourager. ■